

# CORPORATION DATACOM WIRELESS

RAPPORT DE GESTION TRIMESTRIEL

Trimestre terminé le 30 juin 2008



## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport est une revue des résultats financiers et de la situation financière de Corporation Datacom Wireless pour le trimestre terminé le 30 juin 2008. Ces commentaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers non vérifiés de Corporation Datacom Wireless (la « Société ») et leurs notes afférentes pour la période correspondante. Pour obtenir plus de renseignements sur Corporation Datacom Wireless, visitez le site de SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou le site Internet de la Société à [www.datacom.com](http://www.datacom.com).

Les états financiers intérimaires et le rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification de la Société et approuvés par son conseil d'administration. Les vérificateurs externes n'ont pas révisé les états financiers intérimaires ni le rapport de gestion.

Dans le présent rapport, les termes « nous », « notre », « nos », « Datacom », « entreprise » et « Société » renvoient à Corporation Datacom Wireless. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La Société présente ses résultats en dollars canadiens. Ainsi, tous les montants indiqués dans ce rapport sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Le présent rapport se fonde sur l'information dont disposait la direction le 26 août 2008.

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient certaines déclarations qui peuvent être réputées des « énoncés prospectifs ». Les énoncés prospectifs se caractérisent fréquemment par l'utilisation d'expressions telles que « planifier », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « croire », « anticiper », « estimer » et d'autres expressions semblables ou des déclarations suggérant que des événements ou des conditions « peuvent » se produire ou « se produiront ». Toutes les déclarations figurant dans le présent rapport, à l'exception des déclarations de faits historiques, et qui font état d'événements ou de faits nouveaux futurs qu'anticipe la Société ou qu'elle s'attend à voir réaliser, constituent des énoncés prospectifs. Même si la Société croit que les attentes exprimées dans de tels énoncés prospectifs sont fondées sur des hypothèses raisonnables, ces énoncés ne constituent nullement des garanties du rendement futur et les résultats ou les faits réels peuvent être considérablement différents de ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Au nombre des facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs, il y a les cours du marché et la conjoncture économique générale, les conditions boursières ou commerciales. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se révèlent exacts, étant donné que les résultats et les événements futurs pourraient diverger considérablement de ces énoncés anticipés. La Société ne s'engage nullement à mettre à jour les énoncés prospectifs en cas d'évolution des circonstances ou de modification des estimations ou des avis de la direction. Le lecteur est mis en garde de ne pas accorder une foi excessive aux énoncés prospectifs.

## I. SOMMAIRE

Fondée en 1999, la Société est classée parmi les chefs de file canadiens dans la conception, le développement et la commercialisation de solutions essentielles de gestion de flottes de véhicules, de systèmes de protection, de détection et de repérage de véhicules volés. Ses produits et ses services utilisent des technologies de communications sans fil, de positionnement par satellites (GPS) et un portail informatique en mode ASP d'avant-garde.

## II. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Bénéfices avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») est une mesure utilisée afin de comparer les résultats d'exploitation d'une période à une autre. Le BAIIA n'est pas une mesure de performance définie par les PCGR et n'a pas une définition standard reconnue par les PCGR. Notre façon de calculer le BAIIA peut être différente des méthodes utilisées par d'autres émetteurs.

Le lecteur est prévenu que le BAIIA ne peut être perçu comme une alternative au bénéfice net ou perte nette déterminé conformément aux PCGR comme étant indicatif de notre performance ou aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et d'investissements, en tant que mesure de liquidité et flux de trésorerie. L'indicateur financier conforme au PCGR et se rapprochant le plus du BAIIA est la perte nette.

## III. FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

- Durant le deuxième trimestre de 2008, l'addition de nouveaux clients et/ou unités se résume comme suit :
  - 41 nouveaux clients Mobicom (marché commercial);
    - ✦ 502 unités Mobicom ont été vendues (335 en 2007);
  - 486 unités Mobilus (marché consommateur) (656 en 2007);
  - 4 860 unités Mobiguard (marché consommateur) (2 609 en 2007);
  - 187 unités Vigil GPS (marché consommateur) (aucune en 2007).
- Eric Morin a été nommé directeur général avec la responsabilité des activités quotidiennes de la Corporation. Eric Morin est avec la Société depuis juin 2002 et vice-président exploitation depuis février 2007. À titre de directeur général, il est responsable des activités quotidiennes de la Société tout en conservant ses responsabilités de vice-président exploitation.
- Datacom a maintenant trois ressources locales qui sont actives dans son bureau de ventes à Calgary, et les résultats de ventes pour ce territoire sont en ligne avec nos attentes.
- Cessation progressive des activités Mobilus et Vigil.
  - La direction croyait à l'origine que des délais plus longs seraient accordés par les opérateurs de réseaux sans fil quant à la fermeture du réseau de service de technologie analogique mais cette fermeture est finalement prévue pour novembre 2008. Tel qu'indiqué précédemment dans son rapport de gestion du 31 mars

2008, cette fermeture fera en sorte que près de 9 000 unités des produits de sécurité Mobilus et Vigil ne pourront plus transmettre ou recevoir de signal, rendant la détection du vol ou la localisation de ces derniers impossible. Cela signifie donc la perte de revenus récurrents relatifs à ces unités à partir de novembre 2008.

- Datacom a considéré, afin de maintenir ses revenus récurrents, de remplacer les unités analogiques en service par des unités numériques. Ce remplacement aurait cependant nécessité un investissement de 3 500 000 \$ à 4 000 000 \$ que la rentabilité du produit ne peut clairement pas justifier. Par conséquent, le conseil d'administration de la Société a décidé de ne pas offrir de remplacer les unités analogiques en service par des unités de technologie numérique et de plutôt concentrer ses efforts sur sa gamme de produits Mobicom qui présente une plus grande opportunité de croissance et de profitabilité.
- De plus, suite à une analyse économique démontrant la non rentabilité de ce secteur d'activités dans un tel contexte, la Société arrêtera de vendre, au cours du troisième trimestre, les produits de sécurité numériques Mobilus et Vigil, pour concentrer ses énergies et ressources financières sur la vente de son produit phare : Mobicom, tout en maintenant la vente du produit Mobiguard.
- La Société a d'ailleurs finalisé en juillet 2008 des ententes avec ses principaux clients à l'égard de la terminaison du service analogique. Nous maintiendrons le service analogique jusqu'à la date de fermeture prévue des réseaux en novembre 2008 pour les unités analogiques et maintiendrons le service numérique jusqu'au 31 décembre 2010.
- Nous estimons que la perte de revenus récurrents sur une base annuelle pour 2009 associée aux produits de sécurité analogique, (le produit numérique va continuer à générer des revenus jusqu'au 31 décembre 2010) représente un montant d'environ 1 085 000 \$ avec une réduction de la marge bénéficiaire brute estimée à 520 000 \$. La direction s'attend à compenser entièrement cette perte de marge bénéficiaire par une réduction des dépenses qui a débuté au deuxième trimestre et qui va se poursuivre suite à la réorganisation qui va suivre l'arrêt de cette activité. Dans le cadre de cette réorganisation, Datacom procédera à la mise à pied d'une douzaine d'employés d'ici les deux prochains mois.
- Les frais envisagés pour la mise en place du plan de réduction des dépenses, les frais reliés aux ententes que nous avons finalisées avec nos principaux clients pour l'arrêt de cette activité ainsi que les frais pour le maintien du service numérique jusqu'au 31 décembre 2010 sont estimées à un montant d'environ 525 000 \$ que nous nous attendons à déboursier selon l'échéancier suivant : 475 000 \$ en 2008 et 50 000 \$ en 2010.
- Cette décision est en ligne avec le plan d'action que la Société a mis en place au début du deuxième trimestre et qui vise à améliorer la rentabilité de la Société en concentrant ses activités sur les produits les plus rentables tels les solutions de gestion de flottes et en réduisant les dépenses d'opération. La décision d'arrêter la vente du produit de sécurité Mobilus et de son équivalent chez Vigil, le VGSM150i et VGSM150t, ainsi que les investissements importants qu'auraient nécessité un déploiement dans le réseau de distribution de Vigil a amené la Société à revoir sa stratégie et à se retirer des réseaux de distribution aux consommateurs de Vigil

pour se concentrer sur les clients corporatifs avec l'objectif de promouvoir le produit Mobicom.

- La Société a réévalué la valeur de ses actifs incorporels qui avaient été créés suite à l'acquisition de Vigil pour tenir compte des impacts de la fermeture des réseaux analogiques et de l'arrêt des ventes du produit de sécurité Mobilus et VGSM150i et VGSM150t. Les actifs ont été réévalués au montant de 74 000 \$, créant ainsi une charge de dévaluation au montant de 486 000 \$. Cette réévaluation n'a aucun impact sur l'encaisse de la Société
- La Société a mis en place au cours du trimestre son nouveau plan de vente tout inclus qui permet au client de payer au moyen d'un montant mensuel le coûts de l'équipement et du service sur une période de trois ans. Ce plan permet à la Société d'avoir une offre compétitive dans le marché, et la réaction des clients est très positive. La Société a commencé la recherche d'un financement particulier pour les ventes tout inclus afin de limiter l'impact négatif à court terme que le financement par la Société de ces ventes pourrait avoir sur l'encaisse de la Société.
- Au 30 juin 2008, 3 024 unités du système de gestion à distance d'immobilisations, basé sur l'Internet (Rosemount 753R muni de Itrax), ont été vendues par Emerson. La Société a participé au développement de ce produit en collaboration avec une filiale d'Emerson Electric Co. et continue à fournir des services de développement et de soutien informatique. L'entente originale qui lie la Société à Emerson Electric Co. et par laquelle des redevances sont payées à Datacom selon le nombre d'unités vendues est venue à échéance en juillet 2008, et des discussions sont en cours pour le renouvellement de cette entente.

#### IV. RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées et sont tirés des états financiers non vérifiés de la Société.

**Tableau 1 : Principales informations financières**

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois arrêtés les 30 juin		Six mois arrêtés les 30 juin	
	2008	2007	2008	2007
Ventes	2 650 \$	2 052 \$	4 851	3 715 \$
Marge bénéficiaire brute	1 251	768	2 200	1 459
Frais généraux et administratifs	579	529	1 447	1 022
Ventes et marketing	563	428	1 211	746
Recherche et développement	354	289	672	545
Crédits d'impôt à la recherche et au développement	(71)	(75)	(116)	(172)
Exploitations	242	177	481	333
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	-	258	-	738
Intérêts sur billets à ordre	-	40	-	100
Autres frais (revenus) financiers	1	34	(47)	56
Rémunération à base d'actions	6	114	13	114
Amortissement des frais de financement reportés / charge de désactualisation	-	190	-	190
Amortissement des actifs incorporels	34	-	67	-
Dévaluation des actifs incorporels	486	-	486	-
Dépréciation et amortissement	31	29	66	57
<b>Perte nette</b>	<b>(974) \$</b>	<b>(1 245) \$</b>	<b>(2 080)</b>	<b>(2 270) \$</b>
Perte nette par action :				
De base et diluée	(0,03) \$	(0,15) \$	(0,07)	(0,50) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	27 951 221	8 108 105	28 026 274	4 523 965

Le tableau 2 ci-dessous représente une mesure non-conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats financiers avec d'autres compagnies dans son secteur.

**Tableau 2 : Réconciliation de la perte nette au BAIIA**

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2008	2007	2008	2007
Perte nette	(974) \$	(1 245) \$	(2 080) \$	(2 270) \$
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	-	258	-	738
Intérêts sur billets à ordre	-	40	-	100
Autres frais (revenus) financiers	1	34	(47)	56
Amortissement des frais de financement reportés	-	190	-	190
Amortissement des actifs incorporels	34	-	67	-
Dévaluation des actifs incorporels	486	-	486	-
Dépréciation et amortissement	31	29	66	57
<b>BAIIA</b>	<b>(422) \$</b>	<b>(694) \$</b>	<b>(1 508) \$</b>	<b>(1 129) \$</b>
BAIIA par action :				
De base et dilué	(0,01) \$	(0,09) \$	(0,05) \$	(0,25) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	27 951 221	8 108 105	28 026 274	4 523 965

**Revenus**

Les revenus générés par la Société proviennent de la vente d'unités de télématique et des frais de service récurrents mensuels associés à ces unités. Un faible pourcentage des revenus est généré à partir d'activités de services professionnels, d'installation, de réparation et de vente de plans de garantie prolongée.

Les revenus du deuxième trimestre de 2008 ont totalisé 2,65 \$ millions, en hausse de 29,2 % par rapport aux revenus du deuxième trimestre de 2007 de 2,05 \$ millions. Pour les six premiers mois de 2008, les revenus ont atteint 4,9 \$ millions, représentant une croissance de 32,4 % sur les 3,7 \$ millions de la même période de 2007. Ces augmentations de revenu sont principalement dues à l'augmentation des revenus récurrents et à l'augmentation du nombre d'unités Mobiguard vendues.

Les revenus récurrents ont augmenté de 45,3 % d'une année sur l'autre, passant de 0,79 \$ million pour le deuxième trimestre de 2007 à 1,15 \$ million pour la même période de 2008. En proportion, les revenus récurrents par rapport au revenu total au 30 juin 2008 sont de 47,4 %. Cette mesure se compare favorablement au 30 juin 2007, à laquelle la proportion des revenus récurrents par rapport au revenu total représentait 41,6 %.

Nos revenus proviennent presque exclusivement du Canada par l'intermédiaire de notre force de vente directe et de notre réseau d'agents distributeurs du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta.

**Marge bénéficiaire brute**

La marge bénéficiaire brute correspond aux revenus moins le coût des marchandises vendues. Le coût des marchandises vendues comprend principalement les coûts des unités vendues, les coûts de leur assemblage et des frais d'installation et de garantie ainsi que des frais de service de télécommunications et autres frais connexes.

Le pourcentage de marge bénéficiaire brute se situe à 47,2 % des revenus pour le deuxième trimestre de 2008 et à 45,4 % pour la période de six mois de 2008, une augmentation respectivement de 9,75 % et 6,1%, comparativement aux mêmes périodes de 2007.

La marge bénéficiaire brute se situe à 1,25 \$ million pour le deuxième trimestre de 2008 et à 2,20 \$ millions pour la période de six mois de 2008, une augmentation de 62,3% et de 50,1% comparativement aux mêmes périodes de 2007 alors que la marge était de 0,77 \$ million pour le deuxième trimestre et de 1,46 \$ million pour les six mois terminés le 30 juin 2007.

Cette hausse est principalement due à une baisse de nos coûts de frais de réseaux suite à la mise en place d'outils de contrôle et de suivi ainsi qu'à par une gestion efficace du processus d'installation de nos produits

## **Charges d'exploitation**

### ***Frais généraux et administratifs***

Les frais généraux et administratifs se rapportent principalement aux coûts liés au personnel administratif, aux honoraires professionnels, aux loyers, aux assurances et aux autres frais généraux et coûts indirects. Des créances irrécouvrables liées aux comptes clients sont enregistrées dans les frais généraux. Les frais généraux et administratifs sont généralement fixes et ne varient pas proportionnellement aux revenus à l'exception des dépenses associées aux créances irrécouvrables.

Au deuxième trimestre, les dépenses reliées aux frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,050 \$ million ou 9,4 %, année sur année, passant de 0,529 \$ million en 2007 à 0,579 \$ million en 2008. Cette augmentation s'explique principalement par le paiement de 0,060 \$ million relié à la mise à pied d'employés dans le cadre du plan de réduction des dépenses.

Pour les six mois terminé le 30 juin 2008, les frais généraux et administratifs ont augmenté de 0,424 \$ million, soit une hausse de 41,5 % par rapport à la même période de 2007. Cette augmentation s'explique par les frais reliés à l'ajout de personnel au premier trimestre, au paiement effectué à l'ancien président suite à son départ, aux frais reliés à l'exploitation d'une compagnie publique ainsi qu'à l'augmentation du volume d'affaires.

Les dépenses reliées aux frais généraux et administratifs sont passées de 0,868 \$ million au premier trimestre de 2008 à 0,579 \$ million au deuxième trimestre de 2008.

### ***Ventes et marketing***

Les dépenses de ventes et de marketing se composent principalement des salaires du personnel, des commissions sur la vente directe et indirecte de produits, des frais de déplacement et de représentation ainsi que des coûts de publicité et de participation à des expositions commerciales.

Les dépenses liées aux ventes et au marketing ont augmenté de 0,135 \$ million ou 31,6 % passant de 0,428 \$ million dans le deuxième trimestre de 2007 à 0,563 \$ million dans le deuxième trimestre de 2008. Ces dépenses ont connue une hausse principalement en raison de l'augmentation des salaires et commissions sur vente suite à l'ajout de personnel ainsi que des frais professionnels pour l'analyse des produits et marchés.

Pour les six premiers mois de 2008, ces dépenses se sont élevées à 1,21 \$ million en 2008 comparativement à 0,747 \$ million en 2007, représentant une augmentation de 0,463 \$ million, ou 62,0 %.

En 2008, les dépenses liées aux ventes et au marketing sont passées de 0,648 \$ million au premier trimestre à 0,563 \$ millions au deuxième trimestre.

#### **Recherche et développement**

La Société investit dans la recherche et le développement afin de conserver sa position de leadership sur les marchés qu'elle dessert et afin d'ajouter de nouvelles fonctionnalités ou d'introduire de nouveaux produits. Les dépenses en recherche et en développement ne fluctuent pas avec les revenus, mais sont périodiquement évaluées par rapport aux revenus et ajustées si nécessaire. Les dépenses en recherche et en développement consistent principalement en des coûts de personnel, d'honoraires de consultants et de matériel. Ces dépenses sont présentées avant de déduire les crédits d'impôt sur la recherche et le développement. Les crédits d'impôt sur la recherche et le développement sont présentés distinctement.

Au cours du deuxième trimestre, les investissements en recherche et développement ont atteint 0,353 \$ million, soit 22,1 % de plus que les 0,289 \$ million investis durant la même période en 2007. L'augmentation est principalement attribuée aux efforts additionnels associés à l'amélioration du produit Mobicom et au développement de nouveaux produits et outils informatiques. Durant les six premiers mois de l'exercice, les investissements en recherche et développement se sont élevés à 0,672 \$ million, en hausse de 0,128 \$ million ou 23,3 % par rapport à la même période en 2007.

Depuis la clôture du premier appel public à l'épargne, le montant de provision de crédit d'impôt pour la recherche et le développement eu en effet à été révisé à la baisse afin de refléter les taux en vigueur pour les sociétés publiques. Cette révision a un effet négatif sur le montant de crédit d'impôt pour la recherche et le développement enregistré à l'état des résultats.

#### **Exploitation**

Les dépenses d'exploitation sont principalement liées au personnel impliqué au service à la clientèle et à la centrale d'alarme. Il est anticipé que la fermeture des réseaux analogiques va entraîner une baisse des coûts dans les trimestres à venir.

Les dépenses liées à l'exploitation ont augmenté de 36,7 % passant de 0,177 \$ million dans le deuxième trimestre de 2007 à 0,242 \$ million dans le deuxième trimestre de 2008. Cette hausse est directement liée à l'accroissement du volume d'affaires de la Société. Au cours des six premiers mois de l'exercice, ces dépenses se sont élevées à 0,481 \$ million comparativement à 0,333 \$ million pour la même période de 2007, représentant une hausse de 0,148 \$ million, soit de 44,4 %.

#### **Dépréciation et amortissement**

La dépréciation et l'amortissement proviennent des immobilisations. Pour plus de détails, veuillez vous référer à la note 1 des états financiers vérifiés pour les méthodes d'amortissement utilisées.

La Société a réévalué la valeur de ses actifs incorporels qui avaient été créés suite à l'acquisition de Vigil pour tenir compte des impacts de la fermeture des réseaux analogiques et de l'arrêt des ventes du produit de sécurité Mobilus, VGSM 150i et VGSM 150t. Un ajustement de 0,486 \$ million a été comptabilisé à titre de dévaluation d'actifs incorporels pour refléter cette réévaluation. Cette réévaluation n'a aucun impact sur l'encaisse de la Société.

**Frais (Revenus) financiers**

Les frais (revenus) financiers sont principalement composés des revenus d'intérêts, des intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables, des intérêts sur billets à ordre, et de l'amortissement des frais de financement reportés charges de désactualisation.

***Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et intérêts sur les billets à ordre***

Les intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables et sur les billets à ordre (tels que spécifiés dans les tableaux 1 et 2) sont reliés aux actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005 et sur les billets à ordre émis en 2006 et 2007. Immédiatement avant la clôture du premier appel public à l'épargne (« PAPE ») de la Société, qui a eu lieu le 6 juin 2007, toutes les actions privilégiées rachetables ainsi que les billets à ordre, leurs intérêts implicites cumulés et leurs dividendes ont été, dans le contexte de notre restructuration du capital, automatiquement convertis en actions ordinaires.

***Amortissement des frais de financement reportés charges de désactualisation***

L'amortissement des frais de financement reportés se reporte aux actions privilégiées rachetables et aux bons de souscription. Au moment de la conversion automatique des actions privilégiées rachetables et des billets à ordre, les frais de financement ont été radiés et enregistrés à l'état des résultats à même l'amortissement des frais de financement reportés et des charges de désactualisation.

***Frais (Revenus) financiers***

Les frais (revenus) financiers sont composés des revenus d'intérêts générés sur le solde en banque, du montant net des charges bancaires, des frais de prélèvement par carte de crédit, des frais bancaires et des gains ou pertes reliés aux écarts de change.

Les frais bancaires étant relativement stables, l'écart des autres frais (revenus) financiers est principalement attribuable aux variations dans le solde en banque ainsi qu'aux variations de taux de change.

Au cours du deuxième trimestre de 2008, la variation de revenus d'intérêts est significative puisque la Société a procédé en 2007 au dépôt de la somme provenant de l'émission du capital-actions dans le cadre du PAPE en assurant une gestion efficace et prudente de sa trésorerie. Une dépense d'intérêt de 0,006 \$ million a été comptabilisée au cours du deuxième trimestre suite à un remboursement du prêt de Développement économique Canada.

La Société a enregistré des pertes reliées au taux de change de 0,004 \$ million au cours du deuxième trimestre, comparativement à une perte de 0,002 \$ million pour la même période en 2007.

**Rémunération à base d'actions**

Les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada exigent des sociétés qu'elles comptabilisent une charge de rémunération pour les options octroyées aux employés et administrateurs. La juste valeur est estimée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, et la charge de rémunération attribuable aux options est passée en dépenses sur la période de service rendu par les employés et administrateurs.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a enregistré une dépense de rémunération à base d'actions de 0,062 \$ million, alors que cette dépense s'élève à 0,114 \$ million pour la période de six mois terminée le 30 juin 2008 suite aux options octroyées dans le cadre du PAPE.

## V. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers intérimaires non vérifiés de la Société sont préparés selon les normes des PCGR canadiennes utilisant les mêmes conventions comptables énumérées dans ses états financiers annuels vérifiés pour l'année financière terminée le 31 décembre 2007, à l'exception de nouvelles conventions comptables adoptées au 1<sup>er</sup> janvier 2008 qui sont décrites à la note 2 des états financiers intérimaires non vérifiés.

## VI. DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS AU 30 JUIN 2008

Le capital-actions autorisé est présentement composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires.

Le tableau suivant présente les variations survenues dans le capital-actions ordinaire au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2008.

### Capital-actions

a) Le capital-actions autorisé de la Société se répartit comme suit :

Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale

	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2007
27 951 221 actions ordinaires (28 230 733 au 31 décembre 2007)	31 350 345\$	31 413 681\$

Les variations relatives au capital-actions émis se résument comme suit

	Nombre <sup>(1)</sup>	Montant
Émis et en circulation au 31 décembre 2007	28 230 733	31 413 681\$
Annulation des actions émises au chef de la direction <sup>(1)</sup>	(279 512)	(63 336)
Émis et en circulation au 30 juin 2008	27 951 221	31 350 345

(1) La Société avait consenti un prêt, sans intérêt, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$, lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE. Ce prêt a été annulé, et les actions ont été remises par le chef de la direction suite à son départ. Les actions ont par la suite été annulées, et le montant de 63 336 \$ a été imputé au surplus d'apport.

Aucun nouveau capital-actions n'a été émis depuis le 31 décembre 2007.

## VII. LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

### Bilan

<i>(en 000 \$ sauf si expressément indiqué)</i>	Au 30 juin 2008	Au 31 décembre 2007
Fonds de roulement	4 139 \$	5 638 \$
Ratio du fonds de roulement	2,48 : 1	2,68 : 1
Dette à long terme (incluant les obligations découlant des contrats de location-acquisition et la partie échéant à moins d'un an)	119 \$	156 \$
Actions ordinaires <i>(en dollars)</i>	31 350 345	31 413 681
Bons de souscription <i>(en dollars)</i>	2 111 111	2 111 111
Surplus d'apport <i>(en dollars)</i>	134 296	58 360

La direction considère que dans le cours normal des affaires, le présent fonds de roulement sera suffisant pour financer les opérations de la Société pour les 12 prochains mois.

### Sommaire de l'état des flux de trésorerie

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2008	2007	2008	2007
Activités d'exploitation	(362)	(681)	(1 876)	(1 165)
Activités de financement	(34)	8 881	(43)	9 205
Activités d'investissement	-	(45)	(11)	(51)
Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces	(396)	8 155	(1 930)	7 989

#### Activités d'exploitation

Nous avons utilisé pour nos activités d'exploitation des flux de trésorerie de 0,362 \$ million durant le deuxième trimestre de 2008, comparativement à 0,681 million \$ utilisés en 2007. Pour ces deux périodes, les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période ainsi que de l'encaissement de crédit à recevoir pour la recherche et le développement.

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2008 et 2007, les utilisations de fonds liées aux activités d'exploitation ont principalement découlé de la perte nette réalisée au cours de la période, déduction faite des intérêts implicites sur les actions privilégiées en circulation pour la perte de 2007 et de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement.

#### Activités de financement

Au cours du deuxième trimestre de 2008, les fonds utilisés dans les activités de financement ont été de 0,034 million \$ pour le remboursement des obligations découlant des contrats de location-acquisition ainsi que pour le remboursement de la dette à long terme.

Au cours de la période de six mois de 2008, les activités de financement ont utilisé des flux de trésorerie nets de 0,043 \$ million, comparativement à des flux générés de 9 205 \$ millions au 30 juin 2007 suite à l'émission d'action dans le cadre du PAPE, déduction faite des frais de financement.

### Activités d'investissement

Au cours du deuxième trimestre 2008 il n'y a eu aucune activité d'investissement alors que pour la même période en 2007, les activités d'investissement consistent en l'acquisition d'immobilisations.

### Engagements contractuels

La trésorerie dépend d'un certain nombre de facteurs comprenant les fluctuations dans les résultats d'exploitation et du fonds de roulement. Par conséquent, l'impact des engagements contractuels sur la liquidité et les ressources en capital futurs devrait être analysé en même temps que ces facteurs. Les produits sont typiquement vendus avec une garantie de produit de 12 mois. La direction passe en revue les coûts historiques de garantie et enregistre des provisions de dépenses de garantie en conséquence. Au 30 juin 2008, la dette à long terme de la Société est composée d'un prêt libre d'intérêts de Développement économique Canada avec un engagement restant d'approximativement 99 000 \$.

Le tableau suivant identifie les obligations contractuelles et les engagements de la Société d'effectuer des paiements futurs dans le cadre des contrats en date du 30 juin 2008.

En 000 \$	Total	2008	2009	2010	2011	2012+
Dette à long terme	99	25	49	25	-	-
Contrats de location acquisition	33	25	8	-	-	-
Contrats de location exploitation	35	13	9	9	4	-
Bail bureau administratif	594	128	229	217	20	-
<b>Total</b>	<b>761</b>	<b>191</b>	<b>295</b>	<b>251</b>	<b>24</b>	<b>-</b>

La Société n'a aucune activité hors bilan. L'ensemble de ses obligations est décrit sous « Obligations contractuelles » et « Instruments financiers ».

### Opérations entre entités apparentées

À la clôture du PAPE, la Société avait consenti un prêt, sans intérêts, à son chef de la direction d'un montant de 251 561 \$ lui permettant d'acquérir 1 % du nombre total des actions ordinaires à la clôture du PAPE. Ce prêt a été annulé au départ du chef de la direction.

### Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Dans le cours normal de son exploitation, la Société effectue l'évaluation de la condition financière de ses clients et de la solvabilité de tous ses nouveaux clients. La Société établit une provision pour créances irrécouvrables en tenant compte des risques spécifiques de ses clients.

### Perspectives

La direction s'attend à ce que les revenus sur la vente du produit Mobicom continue de croître et vise pouvoir offrir un produit amélioré d'ici la fin de 2008. La direction s'attend à ce que les revenus du produit Mobiguard se maintiennent pour 2009 mais ne peut prévoir l'évolution du marché pour ce produit après cette date. La direction continue à revoir l'ensemble de ses activités dans le but d'améliorer l'efficacité de son organisation, réduire les dépenses et améliorer les produits et services.

La recherche et le développement continueront d'être des éléments clés dans lesquels la Société investit. Des outils informatiques seront développés et des processus mis en place pour les secteurs des ventes et de l'administration afin d'améliorer la performance et réduire les coûts.

## VIII. RISQUES ET INCERTITUDES

Plusieurs risques inhérents au niveau des opérations quotidiennes de la Société peuvent avoir une incidence sur les résultats financiers futurs. Les risques les plus significatifs sont :

- Nous n'avons pas encore atteint la rentabilité, ni atteint la masse critique nécessaire afin de garantir notre viabilité à long terme, et rien ne garantit que nous pourrions jamais y parvenir.
- Notre faculté de pénétrer davantage nos marchés de base et marchés géographiques existants ou d'étendre avec succès notre entreprise à l'échelle nationale et internationale, est assujettie à un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté alors que nous ne pouvons garantir que les efforts que nous déployons porteront fruit. Notre incapacité de ce faire pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre entreprise, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation.
- L'entreprise dépend de quelques fournisseurs principaux relativement à la fabrication de ses composantes électroniques. Aucune assurance ne peut être fournie quant à l'éventuelle possibilité d'avoir des problèmes de délai ou difficultés au niveau de l'approvisionnement des dispositifs et/ou de la couverture réseau nécessaire à l'atteinte des objectifs de croissance prévus.
- La direction travaille à trouver une source de financement pour ses ventes à tempérament sous la forme tout inclus. L'incapacité de trouver cette source de financement pourrait temporairement avoir un impact négatif sur l'encaisse.

Mobicom, Mobilus, Mobiguard, Vigil et HIKO sont des marques de commerce de Corporation Datacom Wireless.  
Corporation Datacom Wireless, 440 boul. Armand-Frappier, bureau 350, Laval (Québec) Canada H7V 4B4  
Téléphone : +1 450 781-6000; télécopieur : +1 450 781-6001; site Internet : [www.datacom.com](http://www.datacom.com)  
An English edition is available upon request to the Investor Relations Department or on the website of SEDAR at [www.sedar.com](http://www.sedar.com) or on the website of Datacom Wireless Corporation at [www.datacom.com](http://www.datacom.com).